

IMPACT DE LA MICROFINANCE SUR LA REDUCTION DE LA PAUVRETE: REVUE DE LA LITTERATURE

IMPACT OF MICROFINANCE ON POVERTY REDUCTION: LITERATURE REVIEW

ESSAF FATIMA EZZAHRA

Doctorante

Faculté des Sciences Juridiques, Economiques et Sociales

Université Ibn Tofail

Laboratoire Economie, Management et Développement des Organisation

Maroc

fatimaezzahra.essaf@gmail.com

EI AISSAOUI HASSAN

Enseignant chercheur

Faculté des Sciences Juridiques, Economiques et Sociales

Université Ibn Tofail

Laboratoire Economie, Management et Développement des Organisation

Maroc

hassan_elaiassaoui@hotmail.com

EI BAKKOUCHI MOUNIR

Enseignant chercheur

Faculté des Sciences Juridiques, Economiques et Sociales

Université Ibn Tofail

Laboratoire Economie, Management et Développement des Organisation

Maroc

elbakkouchi@gmail.com

Date de soumission : 15/12/2019

Date d'acceptation : 25/12/2019

Pour citer cet article :

ESSAF. F & al (2019) «Impact de la microfinance sur la réduction de la pauvreté : Revue de la littérature »,
Revue du contrôle, de la comptabilité et de l'audit « Numéro 11 : Décembre 2019 / Volume 4 : numéro 3 » pp :
376 - 387

Digital Object Identifier : <https://doi.org/10.5281/zenodo.3594930>

Résumé

La pauvreté présente de nombreuses dimensions qui peuvent être liées aux individus, aux ménages, aux communautés, aux régions ou à l'ensemble du pays. La documentation académique est riche en études qui portent sur les facteurs explicatives de la pauvreté. Dans cet article, nous proposons la microfinance comme élément essentiel contribuant à la réduction de la pauvreté.

L'objectif du présent article de recherche est de faire un survol des études qui traversent le champ de la recherche académique en microfinance afin de mieux appréhender les facteurs susceptibles de favoriser l'impact des institutions de microfinance. Nous démontrons que si l'idée de base de la microfinance est relativement simple, il est difficile de généraliser l'impact de la microfinance significatif soit-il ou pas sur l'ensemble des pays. Les études nous permettent de conclure que l'impact dépend du contexte de la recherche.

Mots clés : Institution de microfinance ; Microcrédit ; Impact ; Réduction de la pauvreté ; Population pauvre (défavorisée).

Abstract

Poverty has many dimensions that can be linked to individuals, households, communities, regions or the country as a whole. The academic literature is rich in studies that focus on the explanatory factors of poverty. In this article, we propose microfinance as an essential element contributing to poverty reduction.

The objective of this paper is to provide an overview of studies that cross the field of academic research in microfinance in order to better understand the factors that may favor the impact of microfinance institutions. We show that if the basic idea of microfinance is relatively simple, it is difficult to generalize the impact of significant microfinance, whether or not it has a significant impact on all countries. The studies allow us to conclude that the impact depends on the context of the research.

Keywords: Microfinance institution ; Microcredit ; Impact ; Poverty reduction ; Poor population (disadvantaged).

INTRODUCTION

Le financement des activités d'une très petite entreprise est un élément essentiel qui conditionne son niveau d'activité, sa rentabilité financière et son développement. Il s'agit alors du premier souci de tout micro entrepreneur, qu'il soit dans le secteur traditionnel ou dans le secteur moderne. Cette problématique se pose dès la création de l'entreprise, et intervient ensuite dans le cadre de son fonctionnement courant. Elle est cruciale pour la réalisation de nouveaux investissements destinés au développement de son entreprise.

La problématique du financement des très petites entreprises se trouve aujourd'hui au cœur des débats sur le développement. Si le recours au secteur bancaire est une solution pour l'entreprise du secteur moderne cela ne l'est pas pour les entreprises du secteur informel qui sont très nombreuses et majoritairement et structurellement confrontées aux difficultés d'accès aux services financiers et donc exclu du système bancaire traditionnel.

C'est dans ce cadre qu'émerge la microfinance qui se présente aujourd'hui comme l'une des solutions permettant l'intégration des démunis et des pauvres dans la société pour répondre à la défaillance du secteur bancaire dans le financement de la population défavorisée. Toutefois, l'impact de la microfinance sur l'atténuation de la pauvreté est jugé controversé par certains auteurs.

L'activité des institutions de microfinance limitée à un simple octroi de micro-crédit d'un faible montant au profit des entrepreneurs ou à des artisans qui sont exclus du système bancaire classique. Les prêts octroyés ne servent pas uniquement à des projets de création d'entreprise, mais également peuvent être utilisés pour la consommation, pour faire face à la maladie ou pour l'éducation des enfants.

La microfinance est devenue considérée comme une politique de développement importante et un outil de réduction des inégalités. L'hypothèse est que si on donne plus de financement aux pauvres, la pauvreté sera réduite.

La difficulté et le coût inhérents à l'évaluation de l'impact social sont tels que la plupart des institutions de microfinance n'essaient pas d'évaluer l'impact social ; néanmoins, les donateurs et les décideurs politiques ont un intérêt légitime à évaluer le rendement social de leurs investissements sociaux. Une certaine connaissance de l'impact social est donc nécessaire pour que la direction de l'institution de microfinance et les autres parties prenantes telles que les donateurs de fonds et les décideurs puissent évaluer l'efficacité globale du programme. Toutefois l'information sur le rendement financier donne à elle seule une image incomplète du

rendement du programme. L'intérêt pour l'impact social de la microfinance a conduit à la publication d'un certain nombre d'études d'impact dans de nombreuses revues académiques.

Le sommet mondial de la microfinance tenu en 1997 définit le système de MF comme : « l'extension de petit prêt aux personnes très pauvres, en combinaison avec d'autres services financiers... cela leur permet de mener des projets entrepreneurs qui génèrent des recettes supplémentaires, les aidant ainsi à mieux subvenir à leurs besoins et à ceux de leur famille ».

Les recherches portant sur la microfinance à l'échelle internationale traitent un ensemble de thématiques :

Le 1^{er} thème évalue le rôle et l'impact des institutions de microfinance dans la lutte contre la pauvreté et essaie de répondre à l'ensemble des problématiques suivantes - La microfinance permet-elle de lutter efficacement contre la pauvreté et de contribuer au développement ? Quel est l'impact macroéconomique de la microfinance ? Comment mesurer cet impact ?.

Le 2^{ème} thème examine le fonctionnement des institutions de microfinance qui répond aux problématiques : Quelles doivent être la structure et l'organisation des IMF ? Quelles relations contractuelles doivent unir les donateurs, les gestionnaires et les bénéficiaires des produits de microfinance ? Les IMF doivent-elles être autosuffisantes et comment y parvenir ? Quel cadre réglementaire (juridique, comptable, financier) faut-il mettre en place pour favoriser le développement des IMF ?

Le 3^{ème} thème étudie le ciblage des clients des institutions de microfinance et essaie d'apporter des réponses quant aux questions suivantes : Quel est le rôle des femmes dans la microfinance : pourquoi sont-elles l'essentiel des cibles des IMF ? Les cibles de la microfinance sont-ils les plus pauvres ?

Nous présentons dans ce papier de recherche une revue de la littérature concernant le premier thème celui du rôle et impact des institutions de microfinance dans la lutte contre la pauvreté. Nous répondons alors à la problématique : « Dans quelle mesure la microfinance permet-elle une réduction de la pauvreté ? », en se référant aux principaux articles publiés dans les vingt-cinq dernières années.

Pour répondre à cette question de recherche nous proposons une première section qui explore des définitions clés et les concepts de base relative à la microfinance et à la pauvreté.

Une deuxième section fera l'objet d'une revue de la littérature concernant l'impact de la microfinance sur la pauvreté.

1. Développement de la microfinance : Un cadre conceptuel

Le terme microfinance est utilisé depuis la fin des années 1990 pour indiquer principalement le micro-crédit, la micro-épargne, la micro-assurance et les transferts d'argent pour la population pauvre.

Le microcrédit fait référence à l'opération d'octroi de prêts à une population pauvre dont l'objectif est d'établir des projets générateurs de revenus. C'est un concept qui s'est développé en Asie dans les années 1970, principalement par Mohammad Yunus nommé pour le prix Nobel de paix en 2006. Le fondateur de la Grameen Bank du Bangladesh : première banque des pauvres.

Il a fallu des années pour que la microfinance atteigne son échelle mondiale actuelle. En réalité l'histoire de la MF est un peu plus longue. Auparavant on parlait du concept de la finance informelle dont les relations entre débiteurs et créditeurs se basent sur la confiance.

Or, si la pratique de la finance informelle présentait des aspects positifs, il en découle néanmoins quelques limites. C'est dans ces circonstances que la microfinance est accueillie avec enthousiasme. En effet, contrairement aux statuts des banques, les institutions de microfinance ne répondent pas tous ensemble à un modèle déterminé.

Il existe une variété de modèles qu'on peut classer sous trois classes. Le premier modèle de microfinance par les mutuelles, cette forme est apparue il y a plus d'un siècle, les caisses de crédit mutuelle ont été fondées et pour la première fois par Guillaume Raiffesen en Allemagne. Un peu plus tard on assiste à la création des caisses populaires au Québec par Alphonse Desjardins. Le 2^{ème} modèle est celui de la microfinance par les ONG. Ce sont des programmes lancés initialement par le gouvernement ou des institutions étrangères, le plus souvent ces organismes sont spécialisés dans le microcrédit, il s'agit notamment de l'IRAM, le GRET, la SIDI, Unis Catholic Relief Service (CRS), Freedom from Hunger, Volunteers in Technical Assistance (VITA). On peut évoquer notamment l'exemple de l'Indonésie « Banking With the Poor » et celui en Inde « Self Help Group ». Et enfin le 3^{ème} modèle est représenté par les institutions bancaires de microfinance, ces institutions de microfinance interviennent avec des habitudes bancaires, comme la Bank Rakyat Indonesia (BRI) ou la Bank for Agriculture and Agricultural Cooperatives (BAAC) en Thaïlande.

2. Impact de la microfinance sur la pauvreté : Revue de littérature

Nombreuses sont les études qui portent sur l'évaluation des programmes de microfinance au Bangladesh. Bien que McKerna (1996) constate que la participation au programme peut avoir

une grande incidence positive sur les bénéficiaires du travail indépendant, tandis que Pitt et Khandke (1998,2014) constatent que le programme du microcrédit a un impact satisfaisant sur le bien-être des ménages pauvres et que cet impact est plus important lorsque ce microcrédit est destiné aux femmes. Sept autres études au Bangladesh (Hashemi et al. (1996) ; Goetz et Gupta (1996) ; Schuler et Hashemi (1994) ; Hashemi et Riley (1996) ; Schuler et al. (1997) ; (Schuler et al 1998) ; (Steele et al 2001) se concentrent sur la question de l'autonomisation des femmes ou l'empowerment féminin.

L'ensemble des études convergent vers l'idée que la participation aux programmes de microfinance a un impact statistiquement significatif sur un ou plusieurs aspects de l'autonomisation des femmes, tels que l'utilisation de contraceptifs ou la prise de décision au sein du ménage. La seule étude d'impact bangladaise qui n'a pas permis de trouver des impacts significatifs est celle de Goetz et Gupta, qui ont constaté qu'une grande partie des prêts accordés aux femmes étaient contrôlés par des parents masculins, ce qui limite la capacité des femmes de développer un contrôle significatif sur leurs activités d'investissement.

Dans la pratique, les impacts spécifiques de la microfinance sont difficiles à cerner et encore plus difficiles à mesurer. Les évaluations d'impact nécessitent l'adoption de méthodologies de recherche capables d'isoler des effets spécifiques à partir d'un réseau complexe de facteurs causaux et médiateurs et de décibels élevés de bruit environnemental aléatoire, ainsi que d'attacher des unités de mesure spécifiques aux impacts matériels et immatériels qui peuvent se prêter ou non à une définition ou une mesure précise.

McKernan (1996) constate que la participation aux programmes peut avoir un effet largement positif. L'utilisation de mesures comptables standard de la performance institutionnelle en microfinance nécessite souvent des ajustements pour refléter les subventions financières (par exemple, dons en espèces, dons en nature ou autres types de financement inférieur au marché) reçues par les institutions de microfinance d'où l'utilisation courante du concept Financial Self-Sufficiency, qui ajuste la rentabilité institutionnelle en fonction du coût imputé du financement subventionné sur le marché, au lieu de la rentabilité.

En dehors du Bangladesh, des études publiées ont évalué l'impact des programmes de microfinance en Bolivie (Mosley 2001), en Chine (Park & Ren, 2001), en Équateur (Woller & Parson, 2002), au Ghana et en Afrique du Sud (Afrane, 2002), au Guatemala (Kevane & Wydick, 2001 ; Wydick, 2002), Honduras et Équateur (Smith, 2002), Indonésie (Bolnick & Nelson, 1990), Pérou (Dunn, 2001), Thaïlande (Coleman, 1999), Ouganda (Barnes, et al.,

1999), en Zambie (Copestake, et al., 2001) et dans plusieurs pays (Mosely & Hulme 1998 ; Anderson, et al., 2002), les résultats varient considérablement d'une étude à l'autre, ce qui nous ramène à penser que l'impact des programmes de microfinance est très spécifique au contexte.

En analysant quatre programmes en Bolivie, Mosley (2001) montre que les actifs et les revenus ont augmenté proportionnellement aux niveaux de pauvreté initiaux, mais aussi que les services des IMF peuvent accroître la vulnérabilité des emprunteurs si sont surendettés.

Bolnick et Nelson (1990) constatent que la participation des IMF ont eu un impact positif sur les entreprises qui étaient généralement petites, à forte intensité de main-d'œuvre et en croissance, bien que cet impact fût loin d'être uniforme entre les secteurs et les variables ciblés.

Copestake et ses collaborateurs (2001) ont constaté que les emprunteurs qui ont pu obtenir deux prêts ont connu une forte croissance des bénéfices et du revenu du ménage par rapport à un échantillon témoin, mais que les emprunteurs qui n'ont jamais eu droit au deuxième prêt étaient en fait moins bien lotis en raison des mécanismes de collecte des institutions de microfinance.

Wydick (1999) constate que la mobilité structurelle ascendante de la classe augmente considérablement avec l'accès au crédit. En utilisant les mêmes données recueillies au Guatemala dans une étude ultérieure, Wydick (2002) constate également que les gains rapides en matière de création d'emplois après l'accès initial au crédit ont été suivis de périodes prolongées de stagnation dans la création d'emplois.

Dunn (2001) constate que les entreprises des clients du programme ont obtenu de meilleurs résultats que les entreprises non clientes en termes de bénéfices, d'immobilisations et d'emploi.

Anderson, et al (2002) analysent 147 IMF et constatent que la participation à la microfinance a accru la sensibilisation à l'environnement et la gestion des ressources communes. Deux études d'impact publiées ont explicitement évalué les impacts au niveau de la communauté, et/ou du village.

En revanche, Au Bangladesh, Khandker, et al (1998) constatent que la participation au programme a des effets positifs sur le revenu, la production et l'emploi des ménages, en particulier dans le secteur rural non agricole, et que la croissance du travail indépendant s'est faite au détriment du travail salarié, ce qui implique une augmentation des salaires ruraux.

Woller & Parsons (2002) estiment qu'un programme de microfinancement à Portoviejo, en Équateur, apporte 480 000 \$ par année en avantages économiques directs et induits à l'économie locale.

Mosely & Hulme (1998) étudient 13 IMF dans sept pays (Bolivie, Indonésie, Bangladesh, Sri Lanka, Kenya, Inde et Malawi) et construisent une " frontière d'impact " décrivant la relation inverse qu'ils trouvent entre la portée (profondeur de la pauvreté atteinte) et l'impact.

Wydick (1999) construit un modèle théorique pour analyser le compromis économique entre le rendement futur de la scolarité et le rendement actuel du travail des enfants dans les entreprises familiales guatémaltèques. Il constate que dans certains États, le microcrédit augmente la probabilité que les enfants aillent à l'école ; cependant, dans certains cas d'aléa moral, le coût de la scolarité peut dépasser les avantages du travail des enfants.

Kevane & Wydick (2001) constatent que cibler le crédit aux microentreprises pour les femmes pauvres semble impliquer un compromis entre la croissance économique en faveur de la réduction de la pauvreté et le bien-être des enfants. En particulier, les femmes entrepreneurs en âge de procréer créent beaucoup moins d'emplois que les hommes entrepreneurs.

Chacune des études d'évaluation d'impact citées ci-dessus, à une exception près, fournit des preuves des impacts positifs de la microfinance. D'autres études d'évaluation d'impact, cependant, ne parviennent pas à trouver d'impacts significatifs.

Dans son évaluation des IMF thaïlandaises, Coleman (1999) constate que les estimations " naïves " de l'impact, qui ne tiennent pas compte de l'autosélection et du placement endogène (non aléatoire) des programmes, surestiment considérablement les impacts des programmes. Il généralise cette constatation à d'autres évaluations d'impact, faisant valoir que la plupart des études d'impact négligent les questions d'autosélection et de placement endogène des programmes, ce qui conduit à une surestimation systématique de l'impact. L'hétérogénéité contextuelle des programmes évalués et la diversité des méthodologies empiriques utilisées compliquent grandement les comparaisons entre les études d'impact. La diversité des méthodologies empiriques reflète à son tour la diversité des options méthodologiques disponibles.

Hulme (2000) passe en revue les options méthodologiques d'évaluation d'impact en identifiant trois grandes approches : la méthode scientifique (principalement les enquêtes par groupes témoins), la tradition des humanités (ethnographie et autres méthodes qualitatives) et l'apprentissage et l'action participatifs (outils qualitatifs participatifs qui comprennent, par exemple, une évaluation rurale participative, une évaluation rurale rapide et la recherche

agricole). Il conclut qu'un mécanisme optimal d'évaluation de l'impact devrait être un mélange des différentes méthodes pour faire correspondre les objectifs de l'évaluation, le contexte du programme, les ressources humaines et le calendrier.

Hyman (1998) examine également la question des méthodes optimales d'évaluation de l'impact en examinant et en comparant quatre systèmes d'évaluation des institutions de microfinance. Par son analyse, il suggère des méthodes améliorées pour les approches d'évaluation existantes.

Woller, et al (1999) ont étudié 73 IMF aux Etats-Unis et dans les pays en développement sur leurs pratiques d'évaluation d'impact. Ils ont constaté que les établissements de l'échantillon évaluaient régulièrement leurs programmes, même s'ils utilisaient des méthodes peu coûteuses et non scientifiques, qu'ils surveillaient régulièrement le rendement des projets, qu'ils considéraient les évaluations comme essentielles, qu'ils utilisaient les résultats pour apporter des changements aux projets et qu'ils demandaient officiellement aux clients des commentaires. Les résultats de l'enquête ont également mis en lumière les obstacles à la réalisation d'études d'impact sur le rôle joué par les différentes parties prenantes dans le processus d'évaluation. En plus de Coleman (1999), d'autres études abordent les diverses faiblesses méthodologiques relevées dans les études d'impact publiées.

Karlan (2001) critique la pratique courante qui consiste à omettre les ex-clients des groupes de traitement, soutenant qu'une telle omission introduit un risque important de biais de sélection et de biais de survie, ce qui peut entraîner une surestimation systématique et importante des impacts du programme. Schreiner (2002) critique les évaluations d'impact des programmes américains de développement des microentreprises en raison de divers échecs méthodologiques, notamment le défaut d'utiliser des groupes témoins valides, l'échantillonnage biaisé, la mauvaise estimation des avantages et des coûts des programmes et l'absence d'analyses coûts-avantages véritables.

Roodman & Morduch (2013) réanalysent l'étude la plus influente sur les impacts du microcrédit de Pitt et Khandker (1998) et montrent que les résultats initiaux en matière de réduction de la pauvreté disparaissent dans temps. Ils utilisent un nouveau programme pour l'estimation des modèles de maximum de vraisemblance de processus mixtes, et montrent à partir des hypothèses critiques pour l'analyse originale, comme la normalité de l'erreur, sont contredites par les données. L'étude conclue qu'il n'est pas possible de répondre aux questions sur l'impact dans ces données.

Gine & Townsend (2004) comparent l'évolution de la croissance et de l'inégalité dans un contexte de modèle dynamique d'équilibre général avec l'évolution réelle de l'économie thaïlandaise, et montrent que la libéralisation financière et l'amélioration de l'accès au crédit qui en découle peuvent expliquer la croissance rapide du PIB par habitant, la réduction rapide de la pauvreté et, au départ, l'augmentation mais non la diminution de la pauvreté puis en diminuant l'inégalité des revenus.

Banerjee, et al (2010) mesurent l'impact du microcrédit de groupe dans la ville de Hyderabad en Inde. Les résultats de leur analyse montrent que le programme a eu des effets positifs sur la création d'entreprise et l'acquisition de biens durables pour les petites activités, en revanche, aucun indicateur n'est proclamé au niveau de la consommation ou sur toute autre mesure visant le développement humain (santé, éducation, émancipation des femmes au sein du ménage, etc).

CONCLUSION

Le manque d'accès de la population la plus défavorisées aux services financiers tels que : le crédit, l'assurance et épargne est considéré l'une des principales raisons de la montée de la pauvreté. En revanche, la microfinance devrait faire l'objet d'une réponse à cette problématique.

La croissance spectaculaire du secteur de la microfinance partout dans le monde a engendré une forte requête pour l'évaluation de son impact. Les programmes de microfinance et plus encore du microcrédit, sur la réduction de la pauvreté, ont fait l'objet d'évaluation d'impact, par des donateurs mais aussi par les institutions elles-mêmes.

De nombreuses méthodologies d'évaluations ont été appliquées et selon divers contextes, avec des objectifs et des cadres théoriques différents.

L'évaluation d'impact suppose :

- Un impact plus significatif chez les femmes plus que les hommes ;
- Une augmentation du revenu et bénéfice et l'emploi des ménages ;
- Une croissance du travail indépendant ;
- Une amélioration du bien-être des ménages.

BIBLIOGRAPHIE

Anderson, C.L. & Locker, L & Nugent, R. (2002). Microcredit, social capital, and common pool resources. *World Development* 32, 95-105.

Ayayi, A & Noel, C. (2007). Défis et Perspectives de la Recherche en Microfinance. Working Paper. Banque Populaire Chair, AUDENCIA, 35 pages.

Banerjee, A. & Dufl,E. & Rachel, G. &Kinnan,C. (2009). The Miracle of Microfinance? Evidence from a Randomized Evaluation. Unpublished manuscript. MIT Department of Economics.

Barnes, C. & Morris, G. & Gaile, G. & Kibombo, R. & Kayabwe, S. & Namara, A. (1999). An assessment of clients of microfinance programs in Uganda. *International journal of economic development*, 1(1).

Beck, T. (2015). Microfinance:A Critical Literature Survey. IEG Working Paper 2015/4.

Bolnick & Bruce R. & Nelson,E.R. (1990), Evaluating the Economic Impact of a Special Credit Programme: KIK/KMKP in Indonesia, *The Journal of Development Studies* 26, 299-312.

Brau, J.C. & Woller, G.M., (2004). Microfinance: A Comprehensive Review of the Existing Literature, *The Journal of Entrepreneurial Finance*, Volume 9, Issue 1

Coleman, B.E. (1999), The Impact of Group Lending in Northeast Thailand, *Journal of Development Economics*,60, 105-142.

Copstake, J. & Bhalotra, S. & Johnson, S. (2001). Assessing the impact of microcredit on poverty: A zambian case study. *Journal of development studies*,37(4), 81-100.

Crépon, B. & Devoto, F. & Duflo, E. & Parienté, W. (2012). Evaluation de l'impact du microcrédit en zone rurale au Maroc, Agence Française de Développement.

Dunn, E. (2001). Microcredit and Microenterprise Performance: Impact Evidence from Peru, *Small Enterprise Development Journal* 12, 22-33.

Gilbert, V. (2009). Etude de la Grameen Bank : Le microcrédit au Bangladesh comme moyen d'empowerment.

Hulme, D. (2000). Impact assessment methodologies for microfinance: Theory, experience and better practice, *World Development* 28, 79-98.

Karlan, D.S. (2001). Microfinance Impact Assessments: The Perils of Using New Members as a Control Group, *Journal of Microfinance* 3, 75-85.

Kevane, M. & Wydic,B. (2001). Microenterprise Lending to Female Entrepreneurs: Sacrificing economic growth for poverty alleviation?. *World Development*, 27(7)

Khandker, S. R. & Samad, A.H. & Zahed H.K. (1998). Income and Employment Effects of Micro-Credit Programmes: Village-Level Evidence from Bangladesh, *Journal of Development Studies* 35, 96-124.

Khandker, S. R. (2005). Microfinance and Poverty: Evidence Using Panel Data from Bangladesh, *The World Bank Economic Review*, Volume 19, Issue 2.

McKernan, S., (1996). The impact of microcredit programs on self-employment profits: Do noncredit program aspects matter? *The Review of Economics and Statistics* microfinance institutions, *Journal of Developmental Entrepreneurship* 7, 133-150.

Mosley, P. (2001). Microfinance and poverty in Bolivia. *The Journal of Development Studies*.

Pitt, M. M. (2014). Response to The Impact of Microcredit on the Poor in Bangladesh: Revisiting the Evidence. *Journal of Development Studies*.

Rapport Fédération Nationale des Associations de Microcredit,(2005), Evaluation de l'impact de la microfinance au Maroc. Etude IKM (Impact, Knowledge, Market), Planet finance.

Rehoui, M.& Khassal, H. (2018). L'importance de la vision partagée des acteurs dans la mise en place d'un SMEP au sein d'un groupe de PME. *Revue du contrôle, de la comptabilité et de l'audit*, 6(3), 1064-1078.

Roodman, D. & Morduch, J. (2013)The Impact of Microcredit on the Poor in Bangladesh: Revisiting the Evidence *Development and Change* 33, 489-509.

Roodman, Morduch, (2013), "The Impact of Microcredit on the Poor in Bangladesh: Revisiting the Evidence", *Financial Access Initiative Sacrificing Economic Growth for Poverty Alleviation?*, *World Development*.

Woller, G. & Dunford, C. & Woodworth,W. (1999). Where to microfinance, *International Journal of Economic Development* 1, 29-64.

Woller, G. & Parsons,R. (2002). Assessing the community economic impact of microfinance institutions. *Journal of Developmental Entrepreneurship* 7, 133-150.

Wydick, B. (1999). Credit access, human capital, and class structure mobility, *The Journal of Development Studies* 55, 131-152.

Wydick, B. (2002). Microfinance among the Maya: Tracking the progress of borrowers. *Development and change*. 33(3).

Yunus,M. & Jolis,A. (2006). *Vers un monde sans pauvreté*. Edition JC Lattès.